

LIBERALISME ET ECONOMIE

UNE IDEOLOGIE "DATEE"

Les révolutions des XVII-XVIIIe siècles affirment l'arrivée à l'hégémonie de la classe des capitalistes privés. Parce qu'elles visent à éliminer de l'Etat tout ce qui relève de ses fonctions prédatrices au bénéfice de la noblesse, elles apparaissent comme des révolutions de la société civile contre l'Etat: elle semblent viser à le circonscrire.

"L'Etat circonscrit" (1) apparaît ainsi comme la forme typique de l'Etat du capitalisme. Il semble se réduire à ses fonctions séculaires: production et entretien des infrastructures et de certains services collectifs, "maintien de l'ordre", garantie d'une monnaie stable. En principe, c'est tout. En fait, c'est déjà beaucoup, et d'autres interventions économiques majeures doivent être soulignées. D'abord, cet Etat assume de fait, parfois par délégation à l'Eglise, certaines tâches comme l'enseignement, le secours aux indigents. Ensuite "l'Etat extérieur" (c'est-à-dire dans son rôle d'interface avec les autres nations) acquiert lui-même une importance économique interne décisive. La "fermeture commerciale" d'un territoire est même dans certains cas l'acte de naissance de l'Etat-Nation: Etats-Unis d'Amérique, Empire Allemand, Japon de l'ère Meiji. On voit ici combien l'Etat, comme force autonome séparée de la société, peut, par sa propre politique économique, susciter des transformations dans le corps social, développant à la fois la

Nation, son économie et ses forces dirigeantes. Mais ce "développementisme" ne se réduit pas au protectionnisme. Il implique une politique industrielle animée par l'Etat visant à constituer ou renforcer une "base productive" nationale, sous propriété publique ou privée. La réussite de ce projet implique un réel consensus social.

L'Etat développementiste a longtemps semblé une aberration par rapport à la norme de l'Etat bourgeois "circonscrit". Mais, après la Seconde Guerre Mondiale, l'intervention permanente de l'Etat dans l'économie devient la règle. L'Etat est maintenant "inséré" dans l'économie. Et ce changement correspond à un nouveau modèle de développement: le "fordisme" (2).

Le triomphe, dans l'Entre-Deux-Guerres, des techniques tayloriennes et de l'automatisation, avait butté sur la base étroite de la consommation populaire. Avec le "fordisme", La croissance du pouvoir d'achat des travailleurs devient quasi parallèle à la croissance de la productivité. Or ce parallélisme eût été impossible dans le cadre de la "libre concurrence", aucun patron n'ayant d'avantage immédiat à octroyer des augmentations de salaire en spéculant sur la croissance ultérieure du marché. Cette contradiction appelait typiquement la fonction régulatrice de l'Etat. Elle prit la forme d'une intervention et d'une garantie de l'Etat en vue de promouvoir la routinisation d'un cadre d'accord général et institutionnalisé entre les syndicats

et le patronat. Ce compromis porta à la fois sur le salaire direct (par les conventions collectives, et la législation sociale) et sur la sécurité sociale. Par ailleurs, le fordisme appelait une monnaie de crédit à cours forcé, régulée par la Banque Centrale.

Ainsi les formes institutionnelles majeures du mode de régulation nouveau inséraient plus directement l'Etat dans le contrôle de l'économie. Mais les institutions de l'Etat circonscrit elles-mêmes (fiscalité, dépenses d'infrastructures ou d'armement, paye des fonctionnaires) prenaient une dimension nouvelle de "réglage conjoncturel".

La fonction séculaire régulatrice de l'Etat était ainsi modifiée dans son mode d'exercice. A une cybernétique en termes de "limites", succédait une intégration explicitement pensée des impératifs du guidage, de mois en mois, du modèle de développement sur lequel reposait le compromis entre les classes sociales.

VINT LA CRISE

La crise actuelle du fordisme est d'abord une crise de son modèle d'organisation du travail. Mais l'efficacité économique de l'intervention de l'Etat inséré est, elle aussi, compromise. Et cela du côté externe comme du côté interne.

L'internationalisation des circuits productifs et des courants de la circulation a brisé l'unité (relative) entre espace économique et espace politique national. La législation sociale semble de plus en plus devoir se soumettre aux

"contraintes" de la compétitivité, la politique budgétaire et la politique monétaire aux "contraintes" de l'équilibre de la balance des paiements. Certes deux réponses sont avancées: davantage de protectionnisme et d'auto-centrage sur les nations existantes, ou bien création d'instances de régulation de type étatique transnationales (un "espace social européen"). Mais, qu'une nation s'astreigne à un plus grand autocentrage, ou que plusieurs nations se dotent d'instances de compromis communes, il faut un accord relatif, un consentement assez général sur les buts qui justifient l'acceptation du pacte social. Or cela n'existe pas actuellement, dans la plupart des cas.

C'est l'aspect "interne" de la crise de l'Etat inséré. En tant que forme de régulation d'un certain modèle de développement, la légitimité de son action reposait sur le consensus quant à la validité du modèle. Or, entre 1968 et 1973, la désirabilité puis la stabilité économique du fordisme se sont trouvés mis en question dans les pays capitalistes avancés. Il est apparu un rejet populaire des méthodes autoritaires ou du moins administratives caractéristiques de cette forme d'Etat, trop marquée par la volonté de certaines élites de façonner l'avenir de leur nation selon leurs ambitions ou leurs intérêts. Ce rejet a pris la forme d'une volonté d'autonomie individuelle et de démocratie.

Cette crise d'hégémonie, s'ajoutant à la "crise externe" de l'Etat inséré, débouche majoritairement, à l'heure actuelle,

sur un retour en force de l'idéologie "libérale" de l'Etat circonscrit: "laissons les individus [c'est-à-dire, dans la société civile, les plus forts d'entre eux] faire ce qu'ils veulent, sans que l'Etat s'en mêle". L'instabilité sociale et internationale croissante qu'induit évidemment la mise en oeuvre d'une telle idéologie prouve à coup sûr que "moins l'Etat" ne signifie pas forcément plus de liberté... pour tous !

ET EN FRANCE ?

Richard Kuisel (3) a raconté l'émergence de l'Etat inséré au long du XXe siècle. Au départ : un libéralisme frileux à l'intérieur, et protectionniste. Première Guerre mondiale : prise de conscience du "retard français", organisation étatique de l'économie de guerre, espoir d'en prolonger l'élan après la victoire chez un Albert Thomas, un Etienne Clémentel. Années 20 : premier échec, restauration de la médiocrité libérale. Années 30 : la crise, la menace allemande et la nouvelle offensive des "développementistes" planistes et corporatistes. Avant dernier acte : la maturation commune, dans la Résistance et à Vichy, de ce qui deviendra l'économie dirigée. Dernier acte : la mise en place de l'économie concertée à la libération, au détriment des ambitions plus radicales d'un Pierre Mendès-France.

Aujourd'hui se joue peut-être le premier acte d'un retour en arrière, à l'heure où plus que jamais les grands Etats s'affrontent sur la scène mondiale dans la course à la sortie de la crise par la modernisation. Ce serait alors dans les toutes

premières pages que Kuisel nous parle de notre avenir, citant les diatribes anti-étatiques d'un P. Leroy-Beaulieu (1891!), et son éloge des entreprises privées qui, "en vertu de la flexibilité dont elles jouissent, de leur rapidité aux adaptations successives, de la part plus grande qu'elles font aux responsabilités, à l'intérêt personnel, à l'innovation, à la concurrence, doivent être préférées à l'Etat". On connaît la suite : le train manqué de la seconde révolution industrielle. Mais une nation avertie en vaut deux...

Pourtant les "développementistes" d'aujourd'hui auraient tort d'oublier la volonté d'autonomie qui a contribué à la crise du "tout à l'Etat". Le service public n'est pas forcément le secteur public: le "tiers" secteur, associatif, coopératif, aura sûrement son mot à dire...

Alain LIPIETZ

NOTES

- 1) R. Delorme, C. André, L'Etat et l'économie, Seuil, 1983.
- 2) Sur le fordisme, sa crise et les tentatives de la gauche, voir mon livre L'audace ou l'enlèvement, La Découverte, 1984.
- 3) Le capitalisme et l'Etat en France, Gallimard, 1984.